

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 05/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SETP

Route de Villers la Faye
21700 Comblanchien

Références : 2025-498
Code AIOT : 0005400097

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2025 dans l'établissement SETP implanté Route de Villers La Faye Carrière dite B 21700 Comblanchien. L'inspection a été annoncée le 28/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le visite d'inspection s'inscrivait dans le programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETP
- Route de Villers La Faye Carrière dite B 21700 Comblanchien
- Code AIOT : 0005400097

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le bassin carrier de Comblanchien est partagé en trois concessions de carrières, désormais toutes exploitées par la société SETP.

Le fonctionnement des installations est réglementé par un arrêté préfectoral pour chaque concession.

Le porter-à-connaissance déposé en février 2022 et consolidé en octobre 2024 par la société SETP vise notamment à proposer un plan de phasage d'extraction et un plan de phasage du défrichement fusionné et adapté à l'exploitation des 3 concessions par un même exploitant, afin de permettre d'encadrer le fonctionnement des installations par un seul arrêté préfectoral d'autorisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Merlons périphériques	Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 5.1 et 5.1.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Autre du 08/10/2024	Sans objet
2	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 9.4.1	Sans objet
3	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet
5	Insertion paysagère	Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 2.3.6.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points de contrôle abordés en visite d'inspection ont permis de constater que la carrière était globalement exploitée conformément à son arrêté préfectoral.

La visite d'inspection a également permis de voir que l'exploitant faisait preuve de pro-activité concernant l'insertion paysagère de la carrière dans le paysage classé UNESCO des Climats de Bourgogne (avec notamment la réhausse du merlon périphérique Nord-Est et la mise en œuvre de la méthode de végétalisation spontanée préconisée dans l'étude paysagère de 2019).

Plusieurs non-conformités ont toutefois été relevées concernant les merlons périphériques :

- L'exploitant n'a pas pu justifier que les merlons périphériques étaient dans l'emprise de

l'autorisation d'exploiter. Or le périmètre d'autorisation environnementale doit comprendre l'ensemble du projet: les activités classées ICPE et l'ensemble des activités connexes ;

- L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la stabilité long terme du merlon rehaussé ; la commande d'une étude de stabilité du merlon Nord-Est rehaussé est cependant en cours.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté à l'inspection son projet de merlon périphérique à horizon 2030, visant à améliorer l'intégration paysagère de la carrière au regard du classement UNESCO des Climats de Bourgogne. Concernant cet aménagement, avant le début des travaux de réalisation, il conviendra que l'exploitant précise à l'inspection l'implantation envisagée, les parcelles concernées, le phasage de création indicatif et la compatibilité de cet aménagement avec le bien UNESCO. L'exploitant précisera aussi si ce merlon périphérique est un aménagement lié (connexe) à l'exploitation de la carrière visant à assurer son intégration paysagère, ou un projet d'aménagement paysager du village porté par la mairie de Comblanchien.

Si les merlons périphériques sont des aménagements liés (connexes) à l'exploitation de la carrière visant à assurer son intégration paysagère, il conviendra que leur emprise soit intégrée au périmètre d'exploitation de la carrière.

Enfin, l'exploitant a indiqué qu'il envisage de faire réaliser un suivi paysager régulier (semestriel ou annuel) afin d'ajuster les aménagements réalisés ou prévus pour améliorer l'insertion paysagère, en lien avec le classement UNESCO. Le cas échéant, il est demandé à l'exploitant de transmettre à la DREAL les études d'insertion paysagère réalisées dans cette dynamique et de se positionner sur les préconisations émises par le paysagiste, en lien avec le classement UNESCO des Climats de Bourgogne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Autre du 08/10/2024
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Rubrique 2510-1 carrière [A] : Surface du périmètre autorisé 63 ha 04 a 85 ca Surface exploitable 30 ha 63 a Rubrique 2517-1 Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques [E] : surface exploitable 20.7 ha (carreaux des différentes concessions, zone de stocks des blocs, des matériaux d'enrochement, usines) Rubrique 2524 Taillage, sciage et polissage de minéraux naturels ou artificiels [D] : puissance maximum de 1500 kW (usines 1 et 2 dont extension)

Rubrique 1435-2 stations-service [DC] : volume annuel distribué de 500 m3

Rubrique 4718-2-b Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GLP) et gaz naturel [DC] : 20 tonnes

Rubrique 4725 Oxygène [D] : 50 tonnes

Constats :

L'exploitant a confirmé les activités classées ICPE exercées sur le site. Au regard de ces éléments, il apparaît qu'aucune nouvelle rubrique ICPE ou IOTA n'est liée au projet, la modification consiste essentiellement à adapter les conditions d'exploitation suite à la fusion des 3 concessions. Les classements ICPE et IOTA de l'établissement resteront donc inchangés en termes de rubriques et de régimes.

Lors de la visite terrain, les zones d'extractions (rubrique 2510 [A]) situées à l'Est (concession C) ont été vues. L'usine de transformation n°2 (rubrique 2524 [D]) et son extension (en travaux) ont également été vues.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 9.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi d'exploitation

Prescription contrôlée :

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,
- les bords de la fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- le positionnement et les hauteurs des fronts,
- les zones de stockages de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.

<p>Les surfaces S1, S2 et S3 (ct. chapitre 1.6) des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau..), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus-nommé.</p> <p>[...]</p> <p>Ce plan doit être réalisé par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le plan topographique et le plan des surfaces en date du 14/01/2025. Le contrôle par sondage des informations de ces plans n'a pas mis en évidence de non-conformité vis-à-vis des informations requises.</p> <p>Les plans indiquent notamment les différentes zones d'extraction ainsi que la verse (au Nord-Ouest). L'exploitant a précisé que lors de l'année 2025, l'extraction des blocs avait été réalisée sur les 3 concessions A, B et C selon 4 zones d'extraction. Cette organisation permet de réaliser 5 gradins suffisamment éloignés pour accéder en sécurité à toutes les couleurs de Comblanchien.</p> <p>Le plan topographique fait également apparaître que certaines zones du merlon périphérique sont au-delà des limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation (cf PC4).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Plan de gestion des déchets d'extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets d'extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;

- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Il est à noter que l'article 1er de l'Arrêté Ministériel du 22/09/1994 précise :

"Les déchets d'extraction inertes [...] replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...) [...]"

"On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol)."

Constats :

En utilisant le support de présentation de la CLCS de novembre 2025, l'exploitant a précisé les éléments suivants:

- description de l'exploitation générant ces déchets, caractérisation des déchets et estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation : l'exploitant utilise pour désigner les déchets d'extraction le terme "coproduits". Il explique que ces coproduits d'exploitation sont générés à la fois par la découverte et par les chutes marbrières issues de l'extraction et du façonnage. Ces coproduits sont : la terre végétale, les matériaux du Callovien, les matériaux du Bathonien microfissuré issus de la découverte et les chutes de matériaux du Bathonin marbrier.

- lieu d'implantation de l'installation de gestion et description des modalités de valorisation :

- * la terre végétale est stockée temporairement en cordon en périphérie de la découverte avant utilisation pour les merlons périphériques ou les zones remise en état par SETP ;

- * les matériaux du Callovien sont valorisés en merlon périphérique par SETP ou commercialisés en matériaux de travaux publics par CBS (mise en stock sur la station de transit 2517 CBS avec éventuelle mise en stock préalable temporaire sur la verse Nord-Ouest) ;

- * les matériaux du Bathonien microfissuré sont transformés en granulats par CBS (unité de

concassage 2515), mis en stock sur la station de transit (2517) de CBS puis commercialisés ;
- les chutes de matériaux du Bathonien marbrier sont transformés en granulats par CBS (unité de concassage 2515), mis en stock sur la station de transit (2517) de CBS puis commercialisés ou transformés en stonebox et commercialisés par SETP.

(A noter que CBS dispose d'un arrêté préfectoral pour des activités 2515 « Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes » et 2517 « Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques »).

- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage : la zone de stockage temporaire des déchets inertes (verse Nord-Ouest) est située dans l'emprise d'une zone anciennement exploitée de la carrière. Le plan de remise en état de cette zone propose un raccordement topographique au merlon périphérique.

L'inspection note que le terme de coproduits n'apparaît adapté que pour les matériaux commercialisés par SETP ou CBS. Les autres matériaux, notamment ceux utilisés pour la réalisation du merlon périphérique, sont à considérer comme des déchets d'extraction au regard de la définition de l'Arrêté ministériel du 22/09/1994.

En outre, l'exploitant indique la présence de terrils d'exploitation historiques au Nord, sous le merlon Est et sous le merlon Sud. Un terril situé au Nord a été valorisé par concassage. Les terrils restants au Nord et sous les merlons sont désormais revégétalisés. La mise en terril des matériaux de découverte et des chutes marbrières a été arrêtée à la mise en exploitation de l'installation de concassage dans les années 1970, qui permet un taux de valorisation important de l'ensemble des matériaux de la carrière.

Lors de la visite terrain, la récupération des blocs et des chutes de découpe a pu être observée, au niveau du carreau de la carrière et au niveau de l'usine 2. La verse Nord-Ouest, qui correspond à un stock de coproduits pour CBS, a été vue. Cette verse est implantée dans l'emprise de la carrière, sur d'anciennes zones exploitées. Elle sert de stock tampon pour la valorisation des matériaux de découverte par CBS. Le pied de cette verse, délimité par des blocs de marbre, est situé le long de pistes de circulation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Merlons périphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 5.1 et 5.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Stabilité

Prescription contrôlée :

Les zones prévues pour le stockage déchets inertes et terres non polluées issues de l'exploitation de la carrière sont :

- merlons périphériques ;
- réalisation et entretien des pistes de circulation, dont merlons de sécurité ;
- zones de remblayage prévues dans le cadre de la remise en état du site.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes et les terres non polluées utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation [...]. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Constats :

La visite d'inspection a permis de voir que l'exploitant faisait preuve de pro-activité concernant l'insertion paysagère de la carrière dans le paysage classé UNESCO des Climats de Bourgogne, avec notamment la réhausse du merlon périphérique Nord-Est et la mise en œuvre de la méthode de végétalisation spontanée (préconisée dans l'étude paysagère de 2019).

Plusieurs non-conformités ont toutefois été relevées concernant les merlons périphériques :

- L'exploitant n'a pas pu justifier que les merlons périphériques étaient dans l'emprise de l'autorisation d'exploiter. D'après les plans consultés (cf PC2) et les dires de l'exploitant, les merlons périphériques existants sont en partie hors emprise autorisée, notamment le merlon Nord-Est rehaussé récemment. Or le périmètre d'autorisation environnementale doit comprendre l'ensemble du projet: les activités classées ICPE et l'ensemble des activités connexes.

- L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la stabilité à long terme du merlon rehaussé. La commande d'une étude de stabilité du merlon Nord-Est rehaussé est cependant en cours.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté à l'inspection son projet de merlon périphérique à horizon 2030, visant à améliorer l'intégration paysagère de la carrière au regard du classement UNESCO de la zone. Ce projet vise à raccorder les différents merlons paysagers existants et à les rehausser pour masquer le front de la carrière depuis les zones de circulation de la cote viticole. L'exploitant a présenté un schéma de principe mais n'a pas pu préciser l'implantation précise ni le phasage de réalisation du merlon. L'exploitant a indiqué à l'inspection que ce merlon serait implanté sur des terrains de la commune et que celle-ci avait donné son accord, sans toutefois pouvoir le justifier par un écrit.

Lors de la visite terrain, le merlon paysager Nord-Est a été vu. Il est constitué de matériaux de découverte sur lesquels une fine couche de terre végétale, également issue de la découverte, est mise en œuvre. La partie basse du merlon paysager est ancienne et végétalisée. La partie haute a été réalisée récemment et est en phase de végétalisation spontanée, grâce aux graines d'espèces locales présentes dans la terre végétale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection :

- une étude de stabilité du merlon rehaussé,
- l'implantation des merlons périphériques existants, la justification de la maîtrise foncière des terrains et les parcelles cadastrales concernées.

Si les merlons périphériques sont des aménagements liés (connexes) à l'exploitation de la carrière visant à assurer son intégration paysagère, il conviendra que leur emprise soit intégrée au périmètre d'exploitation de la carrière.

Concernant le merlon périphérique à horizon 2030, avant la poursuite des travaux de réalisation, l'exploitant précisera à l'inspection l'implantation envisagée, les parcelles concernées, le phasage de création indicatif et analysera la compatibilité de ce projet avec le bien UNESCO. L'exploitant précisera aussi si ce merlon périphérique est un aménagement lié (connexe) à l'exploitation de la carrière visant à assurer son intégration paysagère, ou un projet d'aménagement paysager du village porté par la mairie de Comblanchien. Si le merlon périphérique est un aménagement lié (connexe) à l'exploitation de la carrière visant à assurer son intégration paysagère, il conviendra que son emprise soit intégrée au périmètre d'exploitation de la carrière et que la modification des conditions d'exploitation du site fasse l'objet d'un porter à connaissance au titre de l'article R181-46 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Insertion paysagère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 2.3.6.1

Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement paysager

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place tout aménagement paysager (merlon,...) permettant de diminuer les impacts visuels sur les habitations riveraines, conformément à son dossier de demande d'autorisation et à l'étude paysagère qui y était jointe.

Dans le cadre de la candidature à l'inscription sur la liste des biens du patrimoine mondial de l'UNESCO des Climats du vignoble de Bourgogne, l'exploitant est tenu à participer à la réalisation d'une étude paysagère plus globale envisagée sur le secteur.

Constats :

Dans le porter à connaissance relatif à la fusion des carrières consolidé transmis en 2024, l'exploitant fait référence à l'étude paysagère réalisée en 2019 par le bureau d'études Mayot et Toussaint Paysagistes « Assistance à maîtrise d'ouvrage en vue d'une expérimentation de végétalisation de merlon du bassin carrier de Comblanchien et de l'établissement d'un plan de gestion du bassin carrier de Comblanchien ». En lien avec cette étude et en relation avec les demandes de l'Association des Climats, l'exploitant indique qu'un remodelage du talus derrière le château de Comblanchien a récemment été réalisé avec des matériaux terreux permettant la colonisation naturelle par les végétaux endémiques pour reconstituer à terme une colline bourguignonne.

L'exploitant a indiqué qu'il envisage de faire réaliser un suivi paysager régulier (semestriel ou

annuel) afin d'ajuster les aménagements réalisés ou prévus pour améliorer l'insertion paysagère, en lien avec le classement UNESCO des Climats de Bourgogne. Le cas échéant, il est demandé à l'exploitant de transmettre à la DREAL les études d'insertion paysagère réalisées dans cette dynamique et de se positionner sur les préconisations émises par le paysagiste, en lien avec le classement UNESCO des Climats de Bourgogne.

Type de suites proposées : Sans suite